



ASSOCIATION MARCEL HICTER

## **Éléments pour un débat sur l'incertitude dans la société globale du risque**

Pistes de réflexion culturelles et citoyennes

Novembre 2011

Par Brigitte Spineux, chargée de missions à l'Association Marcel Hicter

**Association Marcel Hicter pour la Démocratie culturelle - FMH**

27 rue du Belvédère

1050 Bruxelles

Tel : +32.2.641.89.80

Fax : +32.2.641.89.81

Courriel: [contact@fondation-hicter.org](mailto:contact@fondation-hicter.org)

« The People have the power

The power to dream to rule  
To wrestle the world from fools  
It's decreed the people rule  
It's decreed the people rule  
Listen. I believe everything we dream  
Can come to pass through our union  
We can turn the world around  
We can turn the earth's revolution

We have the power  
People have the power »

Patti Smith, *People have the power*, extrait

## Table des matières

1. Introduction.....	4
2. Repères historiques de la mondialisation et état actuel .....	5
1) La société préindustrielle ou traditionnelle.....	5
2) La société industrielle.....	5
3) La société postindustrielle.....	7
3. Eléments d'analyse .....	10
1) La société globale du risque et l'incertitude .....	10
2) Prendre en compte la complexité.....	13
3) Comment rendre le monde habitable ? .....	15
4) Avertissement au lecteur .....	21
4. Individualisation réflexive : terreau d'une nouvelle citoyenneté ? .....	22
1) Techniques pour un rôle subpolitique du citoyen.....	23
2) G1000.....	24
3) Les Indignés.....	28
5. Pistes de réflexion et conclusions .....	30
1) Rôle des artistes .....	30
2) Pratiques collectives horizontales.....	31
Bibliographie.....	32

## 1. Introduction

Les mutations du monde contemporain sont indéniables et provoquent un malaise tant social qu'individuel partout dans le monde, de plus en plus palpable dans certains pays qui connaissent des vagues de réactions populaires depuis le début de l'année comme certains pays du sud de l'Europe et tout récemment l'Angleterre et la Grèce.

A quoi assistons-nous ? Au début d'une période de barbarie, à un retour en arrière ? A des signes annonciateurs de l'effondrement du système capitaliste ? ...

Les scénarios ne manquent pas.

Que doit-on faire et surtout que peut-on faire ?

Une chose est sûre, depuis la mondialisation, notre monde est devenu extrêmement complexe, il est devenu difficile de se le représenter, d'y trouver une place porteuse de sens. L'incertitude et la peur quant au devenir de notre planète grandissent également dans la population depuis la conscientisation aux risques écologiques globaux provoqués par l'industrialisation à outrance et le gaspillage consumériste.

La déprédation de l'environnement par les pollutions chimiques et nucléaires, les catastrophes naturelles, les risques techniques et le terrorisme font peur et avec raison ; ils sont bien réels et très difficilement maîtrisables.

En tant que citoyens, nous avons le choix entre la passivité et l'individualisme en attendant la catastrophe, l'approche populiste pour un retour au « bon vieux temps » où tout était simple, descendre se battre dans la rue... Ou peut-être y a-t'il une autre approche bien plus porteuse de sens !

Une vision positiviste des phénomènes de société de la mondialisation émerge néanmoins depuis une vingtaine d'années. Certains sociologues, philosophes, politologues ou citoyens y voient une formidable opportunité pour notre société. Il est intéressant d'explorer de manière croisée ces approches et de tenter d'en dégager quelques pistes de réflexion dans les champs culturel et citoyen<sup>1</sup>. Elles semblent en effet offrir l'opportunité d'une évolution de ceux-ci au centre des enjeux de notre société. Nous irons également voir ce que l'on cultive dans les champs politiques, scientifiques et industriels avant d'en tirer des conclusions.

Mais dans un premier temps, nous poserons le cadre de notre étude par un aperçu historique de la mondialisation et de son état actuel ainsi que les éléments d'analyse choisis pour cette étude.

Il est bien évident qu'il existe un foisonnement d'idées et de réflexions chez de nombreux « penseurs » de notre temps qui ne vont pas toutes dans la même direction. L'étude présentée ici pose quelques pistes de réflexions culturelles et citoyennes. L'objectif est de rester ouvert au débat et à la contradiction, élément capital pour une véritable démocratie culturelle.

---

<sup>1</sup> Voir chapitre 4: Individualisation réflexive : terreau d'une nouvelle citoyenneté.

## 2. Repères historiques de la mondialisation et état actuel

L'objectif n'étant pas l'approfondissement historique, seuls les jalons permettant d'introduire les notions nécessaires aux pistes de réflexions, développées dans la présente étude, sont exposés dans ce chapitre.

Dans une société, trois grandes dimensions du réel peuvent être définies : les champs économique, social et culturel. Le champ économique se rapporte à la production des biens et des services, le champ social à la répartition de ceux-ci. Le champ culturel est l'espace propre de la signification, du sens pour les individus composant une société.

### 1) *La société préindustrielle ou traditionnelle*

Dans la société préindustrielle, ces 3 dimensions sont développées et en interaction forte, la transmission de la culture se fait dans la vie réelle.

Il y a production d'objets qui ont du sens dans les 3 champs comme les œuvres d'Art premier. L'acquisition des connaissances et savoirs se fait par apprentissage au sein même de la société civile et économique.

#### **D'un point de vue individuel**

« Les individus dépendent de la société par des liens de solidarité mécanique ou par similitude, c'est-à-dire qu'ils sont peu différenciés les uns des autres, partagent les mêmes sentiments, obéissent aux mêmes croyances et adhèrent aux mêmes valeurs. La conscience collective est forte et recouvre la plupart des consciences individuelles. Le contrôle social y est très fort. »<sup>2</sup>

### 2) *La société industrielle*

Dans la société industrielle, la « première modernité », les trois dimensions sont quasi séparées et chacune est forte mais les interactions entre elles sont faibles. L'économie prend le pas sur les autres champs de la société et le libéralisme s'impose progressivement, prônant le moins d'état possible.

La culture sort de la vie réelle. La création de musées au 19<sup>ème</sup> siècle en est un indicateur: l'Homme éprouve le besoin de conserver son patrimoine historique qui, sinon, disparaîtrait, « poussé » en dehors de la société par le progrès<sup>3</sup>. La culture se retrouve exploitée à des fins économiques (publicité...). La création des écoles signifie également la sortie de la vie réelle de l'apprentissage, de l'acquisition des connaissances et des savoirs.

---

<sup>2</sup> PAUGAM Serge, *Repenser la solidarité, l'apport des sciences sociales*, p.7

<sup>3</sup> Interventions de Luc CARTON, philosophe Chargé de mission auprès de la Direction générale de la Culture, Ministère de la Communauté française / Service général d'Inspection de la Culture (lors de la formation Res Urbis de l'Association Marcel Hicter, 2011)

Le paradigme de la société industrielle est l'autonomie des trois grandes dimensions du réel. La grille de lecture se construit en termes économiques et sociaux : distribution des richesses, classes sociales, famille et école en terme d'agents socialisants...

Trois métamorphoses se succèdent<sup>4</sup>.

- La tertiarisation : il y a ré-imbrication de l'économie et de la culture au niveau tant du système productif que des modes de vie et de consommation, des modes de répartition et d'échanges. On assiste à une désarticulation économique et sociale en terme de champs. Le champ économique détermine notre mode de vie. Dans la culture de masse par exemple, les croyances et savoirs sont des « matières premières économiques ».
- La marchandisation : L'action marchande de groupes économiques privés nationaux et transnationaux colonise l'espace public et le temps civil. On passe à des systèmes d'action économique. Le rapport de force entre les 3 champs est du côté économique.
- La mondialisation : on assiste à la désarticulation des relations entre territoire et culture.

### **D'un point de vue individuel**

Les individus dépendent de la société par des liens de solidarité de type organique caractérisés par l'interdépendance des fonctions. La complexité des tâches industrielles rend la division du travail obligatoire. Cette division confère, à chacun, une fonction, une place précise dans la société, renforçant la complémentarité entre les individus et les obligeant à coopérer. <sup>5</sup> Chacun acquiert le sentiment d'être utile à l'ensemble, pour autant qu'il puisse avoir une vue claire de son apport à cet ensemble.

L'évolution de la société moderne a complexifié et divisé à l'extrême les tâches, rendant très difficile à chaque individu d'avoir le sentiment d'être utile dans la société. Il s'ensuit une désintégration progressive du lien de solidarité sociale entre les individus.

Par exemple, deux causes du malaise au travail sont attribuables à la complexité :

- La logique d'efficacité voudrait que l'attribution des tâches soient liées aux capacités et/ou vocations des individus. Or, une des dérives de la modernité est l'inégalité des chances liées aux dissensions entre classes sociales. Pour de multiples raisons, les individus n'ont pas toujours la place qu'ils seraient en droit d'occuper de par leurs capacités. Pour exemples : le « plafond de verre » qui empêche encore trop souvent les femmes d'accéder à des postes à

---

<sup>4</sup> Interventions de Luc CARTON, philosophe, Chargé de mission auprès de la Direction générale de la Culture, Ministère de la Communauté française / Service général d'Inspection de la Culture (lors de la formation Res Urbis de l'Association Marcel Hicter, 2011)

<sup>5</sup> PAUGAM Serge, 2011, op.cit.

responsabilité ; les universitaires surqualifiés pour le marché de l'emploi qui sont obligés d'accepter des postes bien en deçà de leurs compétences.

- La structure hiérarchique pyramidale qui multiplie les niveaux entraîne l'éloignement considérable des décideurs par rapport au travail réel, rendant impossible la prise en compte des multiples paramètres de terrain qui, eux, sont connus des travailleurs devant exécuter les « ordres ».

### **3) La société postindustrielle**

La tertiarisation, la marchandisation et la mondialisation ont provoqué l'effacement progressif du paradigme de l'autonomie des trois grandes dimensions du réel et fait apparaître la division du travail dans chacun de ces champs ainsi que l'envahissement des trois champs les uns par rapport aux autres.

Notre civilisation est entrée dans l'ère postmoderne ou postindustrielle.

Nous avons besoin d'un nouveau paradigme pour comprendre le monde. Les catégories économiques et sociales utilisées au cours de la modernité sont devenues confuses et laissent dans l'ombre une grande partie de notre expérience vécue. Les problèmes culturels ont pris une importance telle que la pensée sociale va devoir s'organiser autour d'eux pour maintenir la cohésion de notre société. Le « triomphe » de l'individualisme ou de l'appartenance communautariste selon les acteurs est désorganisateur des régulations sociales pensées en terme *moderne*. Les nouvelles catégories plus adéquates seraient le sujet (l'individu) et les droits culturels<sup>6</sup>.

Pour Alain Touraine, l'élément de rupture qui aurait mis en évidence ces catégories pour un nouveau paradigme serait les attentats du World Trade Center de New York. Ces attentats ont ébranlé les Etats-Unis et le monde à un moment où on ne parlait que de globalisation économique et où les Etats-Unis semblait maintenir leur hégémonie. Tout à coup, les problèmes économiques, le progrès des nouvelles technologies sont tombés dans l'oubli pour faire place à un langage guerrier dirigé contre le monde musulman. Les obsessions de la lutte du bien contre le mal et de l'élimination du coupable désigné ont, non seulement fait perdre une grande partie de leur crédibilité aux Etats-Unis. Mais ils ont également mis en évidence que la société américaine, malgré sa place « à la pointe du progrès », était toujours dominée par la peur, la violence et la guerre dirigée vers un monde arabo-musulman culturellement différent.<sup>7</sup>

### **La globalisation**

La globalisation<sup>8</sup> ou la mondialisation, comme on appelle la postmodernité depuis les années 1990, a fait l'objet de différentes approches par les sociologues. Ils y voient, dans un premier temps, une « uniformisation globale » sous forme d'une

---

<sup>6</sup> TOURAINE Alain, 2005, *Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, p. 9-15

<sup>7</sup> TOURAINE Alain, op. Cit. Chap.1 La rupture

<sup>8</sup> Première utilisation du terme *globalisation* attribuée à Mc Grew(1992), in VANDENBERGHE Frédéric,2001, *Introduction à la sociologie (cosmo)politique du risque d'Ulrich Beck*

américanisation totale des cultures. La réalité actuelle semble plus coller au terme de « glocalisation ». Les conditions de vie changent de manière locale et nous sommes loin d'une uniformisation.<sup>9</sup> On assiste à une désarticulation des rapports entre territoires. Il n'y a plus de limites physiques, géographiques ou économiques à la circulation globale des capitaux, services et biens.

Le pouvoir des états est en partie transféré aux ensembles transnationaux (Europe par exemple) et locaux (les régions). Mais la notion d'état-nation et le sentiment d'appartenance à celui-ci existent toujours. Un certain nombre de concepts et valeurs liées à cette notion entrent en contradiction avec les niveaux locaux et transnationaux.

### **D'un point de vue individuel**

Les individus ne dépendent plus uniquement de la société par des liens de solidarité de type organique comme dans la modernité. Une large frange de la population qui serait en âge d'être active et d'avoir sa place au sein de la société au sens moderne du terme ne l'est pas ou plus !

La complexité de la société postmoderne et la multiplication concomitante de ses contradictions augmentent le malaise individuel, l'incertitude et le nombre de conflits potentiels.

Suite à la disparition des valeurs traditionnelles du travail et de la famille, alors que les lois du marché néolibéral et la pression sociale induite font rage, chacun a la « liberté », mais aussi la responsabilité de ce qu'il fait de sa vie !

Mais quel casse-tête pour gagner sa place dans la société. L'individu se retrouve au centre de toutes les contradictions des 3 champs du réel : économique, social et culturel!

#### a) Pour subvenir à ses besoins financiers

Le marché du travail actuel se caractérise par une dualisation de plus en plus profonde entre les salariés qui bénéficient de conditions stables (contrat à durée indéterminée) et ceux, de plus en plus nombreux, cantonnés dans des emplois et statuts précaires qui sont synonymes de moyens financiers restreints. Les premiers ne sont non seulement plus assurés de faire « carrière » dans la même entreprise mais également à la merci de perdre leur emploi. La deuxième catégorie de travailleurs occupe, bien souvent, des emplois pénibles et/ou dégradants, sous payés, qu'ils sont obligés d'accepter par manque de qualifications ou tout simplement pour survivre, comme beaucoup de femmes, chefs de familles monoparentales, par exemple.

En marge de la population active, les exclus que les politiques de réinsertion tentent de (re)mettre au travail sont confrontés à des conditions financières très précaires mais également à l'obligation de prouver leur « bonne volonté ». Ces politiques de réinsertion doivent avoir un arrière goût bien amer quand on pense au caractère déjà fort stigmatisant d'être au chômage ou d'être au Cpas et d'être, de plus, présumé coupable de ne pas vouloir travailler. Les processus de contrôle posent également question en terme de libertés individuelles et de discrimination entre « bons » et « mauvais » exclus.

---

<sup>9</sup> Première utilisation du terme *glocalisation* attribuée à ROBERTSON(1995), in VANDENBERGHE Frédéric, op. cit.

Tout cela, alors que c'est notre système sociétal de solidarité lui-même qui semble ne plus être adapté aux nouvelles conditions de la postmodernité. La notion de plein emploi, par exemple, apparaît comme un idéal de la société moderne qu'il nous faudrait abandonner définitivement pour pouvoir construire un nouveau modèle de solidarité et de justice sociales.

« La nécessité de réduire les inégalités, au nom d'un principe de justice sociale, sans renoncer pour autant à l'efficacité économique... »<sup>10</sup>

b) Pour s'affirmer en tant qu'individu à égalité avec les autres

De nouvelles questions sociales sont venues se greffer au problème du travail :

« inégalité entre générations, inégalités entre sexes, inégalités entre nationaux, issus de l'immigration et immigrés, inégalités spatiales »<sup>11</sup>.

Pas étonnant que le malaise individuel augmente et s'exprime par nombre de conflits privés ou publics, comme l'actualité nous le rappelle très fréquemment.

---

<sup>10</sup> PAUGAM Serge, *Repenser la solidarité, l'apport des sciences sociales*, p.6

<sup>11</sup> LAGRANGE, 2006, in PAUGAM Serge, op. Cit., p. 24

### 3. Eléments d'analyse

#### 1) *La société globale du risque et l'incertitude*

Pour Ulrich Beck<sup>12</sup>, sociologue et référence des Verts allemands, l'industrialisation technico-scientifique a entraîné la « société mondiale du risque », où on échange aussi bien les biens que les dégâts provoqués par la société industrielle elle-même .

Pour Beck, les risques sont devenus énormes, globaux et sont construits tant socialement que culturellement.<sup>13</sup>

Il identifie plusieurs catégories de risques<sup>14</sup>: la déprédation de l'environnement, les catastrophes naturelles, les risques techniques et le terrorisme. Il n'existe pas de frontières et de classes sociales pour les risques globaux, tout le monde y est exposé, justice « à l'envers » dont on se passerait bien.

Le livre de Beck, « La société du risque », a été écrit en 1987 au moment de la catastrophe de Tchernobyl et, en 2011, il est toujours d'actualité ! La catastrophe de Fukushima nous a violemment remis en conscience que nous n'avions pas avancé d'un poil ou presque dans la prévention et la gestion de ce type d' « accident ». Néanmoins, on peut espérer un changement de cap plus important cette fois-ci. Les réactions de la population et la peur ont été plus constructives. L'Allemagne a, par exemple, voté l'arrêt du nucléaire sur son territoire. Il faut néanmoins souligner, ici, l'importance du travail de sensibilisation de l'opinion publique depuis des années par les Verts allemands et certaines ONG qui voient leurs efforts récompensés.

Mais il ne faut pas confondre Beck avec un spécialiste des risques technologiques majeurs, sa conception de la « société globale du risque » va bien au-delà. Il s'agit, pour lui, de la suite de la remise en question des fondements de la modernité qui touche, à présent, tous les champs de la vie réelle (économique, social et culturel)<sup>15</sup>.

Il n'est plus possible d'externaliser les problèmes, de s'en débarrasser en les attribuant à l'Autre, bouc émissaire pour la bonne conscience de tous. Le monde contemporain est confronté à lui-même, ses incapacités et ses manques. C'est en cela que Beck parle de modernité réflexive. L'objectif de son livre est de « comprendre, sociologiquement les incertitudes dont est frappé l'esprit du temps ».<sup>16</sup>

Il base son argumentation sur deux axes : le niveau global des risques ainsi que l'individualisme poussé à l'extrême qui entraîne, paradoxalement, l'individualisation réflexive.

---

<sup>12</sup> BECK Ulrich, 1987. *La société du risque*

<sup>13</sup> "Nous sommes tous des risques les uns pour les autres; le risque est devenu l'un des modes les plus concrets du lien social, la marque de la solidarité sociale, la source des devoirs sociaux" François Ewald, 1986, p. 384 in PAUGAM Serge, op. cit.

<sup>14</sup> BECK Ulrich, 2007, « *Il y a toujours eu des intellectuels pour annoncer la fin du monde* », Philosophie Magazine, n°12

<sup>15</sup> VANDENBERGHE Frédéric, 2001, *Introduction à la sociologie (cosmo)politique du risque d'Ulrich Beck*

<sup>16</sup> BECK Ulrich, 1987, Ibid., p. 19

## **Individualisation réflexive et rôle « subpolitique » du citoyen**

La perte de valeurs démocratiques et le retour à des conditions assimilables à celle du Moyen Age, avancées par les catastrophistes, pourraient constituer le terreau d'avancées positives pour Beck. Les processus créés par la mondialisation présentent des opportunités de voir émerger de nouvelles formes de participation citoyenne et de faire évoluer notre société. Une des critiques opposées à cette approche est qu'on assiste, dans une proportion non négligeable de la société, au désintérêt et à l'indifférence pour la sphère publique. Les « Indignés » de l'année 2011 tendent à montrer le contraire<sup>17</sup>. En fait, pour Beck, l'avènement de la société du risque nous ramène à nous-même et à nos responsabilités. Propos gratuits ? Les arguments de Beck liés à la conscientisation aux risques globaux méritent notre attention :

- La peur et une profonde incertitude sont apparues créant, pour Beck, un nouveau besoin de solidarité dans notre société qui va au-delà des classes sociales de la modernité. Riches ou pauvres, nous sommes tous à égalité face aux risques globaux.
- La foi en la science et son apport de progrès inéluctable vacille suite à la conscientisation aux risques globaux. Le travail des ONG et de groupes de plus en plus nombreux de citoyens rassemblés autour de problématiques communes rendent compte d'un changement d'attitude : il n'est plus impensable de mettre en doute l'expertise scientifique ce qui permet d'oser intervenir sur la scène publique pour la contester. Ce phénomène appelle à une définition socialement établie de la « vérité » pour laquelle les réponses de la science ne sont pas suffisantes.
- Une dévalorisation de la sphère politique est apparue car celle-ci n'est plus capable d'assurer ce rôle qu'elle joua pendant la première modernité, c'est à dire, piloter de manière centralisée ; en raison de la complexité d'appréhension des risques mais également en raison de sa soumission « obligée » aux experts scientifiques et au système économique néo-libéral. Le politique, n'ayant pas les cartes en main pour mettre en doute les bénéfices réels des « progrès » économiques et scientifiques présentés par des experts qui sont à la fois partie prenante et partie critique, est coincé par ses décisions qu'il doit assumer par la suite face à la population.

Par ailleurs, la mondialisation offre une chance à la connaissance de se répandre via les flux virtuels (réseaux, internet...) donnant aux citoyens des outils cognitifs et de communication d'une puissance qui se manifeste de plus en plus.

Les flux migratoires de populations engendrent la confrontation de points de vue occidentaux et non-occidentaux qui peut, ou non, apporter un sang neuf à l'évolution

---

<sup>17</sup> Voir chapitre 4: Individualisation réflexive : terreau d'une nouvelle citoyenneté ? 2) Les indignés

vers une société du respect de l'Autre et concourir à l'invention d'un nouveau vivre-ensemble.

Ces phénomènes portent l'espoir de voir s'imposer de nouvelles normes régulant les relations économiques et sociales. Les réactions de la population obligent les mondes politique, scientifique et industriel à tenir compte des risques dans leur fonctionnement.

Les citoyens se découvrent un rôle « subpolitique », qui peut constituer une force obligeant le politique à sortir de sa domination. Le « subpolitique », pour Beck, c'est le fait d'induire les décisions politiques sans faire partie de la sphère politique. Le marché économique et les experts scientifiques possèdent jusqu'à présent le monopole de ce rôle.

C'est le positivisme de la vision de Beck : ce nouveau rôle que peuvent s'attribuer les citoyens vient remplir le vide d'une politique coincée face au monde économique, industriel et scientifique.

La cause centrale de la naissance des comportements subpolitiques de la population réside dans l'explicitation des risques globaux qui a lieu depuis une vingtaine d'années. D'après Beck, la peur crée sa propre réalité. L'omniprésence dans le temps et l'espace des risques globaux apporte une force de cohésion sociale en ce sens qu'elle crée un sentiment commun de peur qui nous relie.

Le réchauffement de la planète, la pollution, les problèmes liés au nucléaire existent depuis longtemps mais sont imperceptibles et non reconnus tant qu'il n'y a pas de catastrophes ( la radioactivité ne se voit pas,...).

Par ailleurs, des mécanismes inconscients de protection sont toujours à l'oeuvre pour éviter la confrontation avec la réalité et donc la peur. Le chemin vers la conscientisation est donc long et c'est très probablement surtout dans le champ culturel que peut se faire ce travail :

« Voir, c'est voir à travers la culture. L'attention naît par le récit. La culture, c'est nous qui voyons, qui écoutons par l'intermédiaire de symboles à travers lesquels ce qui est invisible ou oublié apparaît et vit d'une façon imagée. Cela ne va pas de soi, mais c'est ainsi que les choses se passent ; et cela correspond à du travail, à de l'art, le plus souvent à un travail rédactionnel qui doit surmonter bien des résistances. Cet aspect sensible de la culture est pour cette raison aussi important que le courage et le savoir objectif. La réflexivité politique a besoin d'images pour se mettre en oeuvre et se développer. »<sup>18</sup>

### **Possibilités pour que les citoyens entrent en « subpolitique »**

En ce sens, Isabelle Stengers, scientifique et philosophe belge, milite pour une société « pensante ». Son approche anticonformiste consiste en une redéfinition « expérimentaliste » de l'action politique du citoyen.

La question centrale de sa réflexion consiste à étudier les meilleures façons de se comporter face à l'incertitude et à la complexité du monde. Elle distingue bien commun universel qui nécessite des structures à l'échelle planétaire, qui ne fait pas partie de ses

---

<sup>18</sup> BECK Ulrich, La politique dans la société du risque

propositions, et bien communautaire où elle définit des communautés de pratiques collectives territorialisées.

Les réponses se trouvent dans l'expérimentation, le tâtonnement, à la recherche de la création de dispositifs de cohésion sociale. Elle propose notamment d'explorer des mécanismes appartenant à notre historicité culturelle (la notion de pharmacie, *pharmaka* au sens de Platon)<sup>19</sup> ou à celle d'autres communautés (les palabres). Mais, pour Stengers, les « recettes » qui marchent à tous les coups n'existent pas. L'expérimentation collective doit toujours se définir en fonction du contexte qui conditionnera ses possibilités de réussite.

Cette expérimentation collective n'a pas pour objectif de mettre en œuvre des dispositifs qui se « bornent » à la défense des acquis ou à la dénonciation des scandales mais bien de s'emparer de la question de la fabrique de l'avenir de notre société »<sup>20</sup>.

Il nous faut d'abord comprendre, valoriser, protéger et promouvoir ce qui nous tient, encore, les uns aux autres, ce qui fait que notre société ne s'est pas encore « écroulée ». L'enjeu est de répondre sur un mode qui ne soit pas « barbare ». Il est aussi important de veiller à éviter les conséquences sociales du désastre de la postmodernité que de veiller à éviter le désastre lui-même.

Stengers invoque la résistance à ce qu'elle appelle les « complices » du désastre : l'Etat et l'Entreprise (avec ses mauvais génies, l'Actionnaire et particulièrement les Fonds de placement) utilisant le vecteur de la Science pour justifier, argumenter les décisions politiques. « Se soumettre au risque zéro, ce serait la porte fermée à tout progrès ». Les dirigeants invoquent également les contraintes auxquelles ils sont soumis, demandant au citoyen de se « mettre à leur place », ce qui le paralyse le forçant à la résignation<sup>21</sup>. La loi de la jungle « capitaliste » n'est pas un état « naturel » auquel on doit s'habituer ! Il s'agit, pour Stengers, de résister, en se réappropriant les problèmes, en refusant de subir les termes dans lesquels ils sont posés, pour arriver à briser les alternatives infernales.

Beck et Stengers ne sont évidemment pas les seuls à croire à l'importance du rôle des citoyens. Il serait intéressant de pouvoir débattre des différentes approches dans le champ socioculturel afin d'analyser en profondeur le rôle subpolitique actuel du citoyen et de déterminer les pistes possibles pour le remplir avec encore plus d'efficacité et d'efficience<sup>22</sup>.

## **2) Prendre en compte la complexité**

Les représentations sociétales et individuelles ont peu évolué alors que, dans la vie réelle, l'individualisme, l'éclatement de la famille nucléaire, la perte des valeurs traditionnelles, la crise du marché du travail ont induit de profondes transformations.

---

<sup>19</sup> *Pharmaka*= substance qui peut être à la fois remède bénéfique ou poison maléfique, tout dépend du dosage, notion appliquée ici aux actions.

<sup>20</sup> CITTON Yves, *La pharmacie d'Isabelle Stengers : politiques de l'expérimentation collective*, in La Revue Internationale des Livres et des Idées, 6/5/2010, <http://www.revuedeslivres.net/articles.php?idArt=323> à propos du livre : STENGERS Isabelle, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*.

<sup>21</sup> PIGNARRE Philippe et STENGERS Isabelle, *La sorcellerie capitaliste – Pratiques de désenvoûtement*, Ed. La Découverte in CHOLLET Mona, 2005, *Dans l'air frais de la nuit*, <http://www.peripheries.net/article6.html>

<sup>22</sup> Voir pistes de réflexion (chapitre 4: Individualisation réflexive : terreau d'une nouvelle citoyenneté ?)

La population a le sentiment que « rien ne va plus ».

La représentation de la qualité de vie, que nous pensons être en droit d'attendre, reste fortement liée aux idéaux présents depuis les débuts de la modernité. Le progrès technique, la richesse, la science allaient faire de nous des gens heureux. Or, la réalité est tout autre.

Pourtant, les dérives de la révolution industrielle sont déjà décrites au 19<sup>ème</sup> siècle par les premiers sociologues<sup>23</sup>. Mais, elles sont décrites comme des cas anormaux de fonctionnement qu'il faut éviter, alors qu'il apparaît actuellement qu'il s'agit de la normalité. On a tenté de construire notre société sur base de modèles idéaux sans prendre suffisamment en compte les conditions réelles de notre société<sup>24</sup> : la nature humaine, la culture, le comportement des systèmes à multiples intervenants...

Nombre de travaux sont consacrés à ces aspects, mais le cadre de cette étude ne nous permet évidemment pas d'en faire une analyse exhaustive.

Cette réalité a guidé le choix des éléments d'analyse de celle-ci. Dans la suite de ce chapitre, seront abordés les travaux des sociologues et philosophes sélectionnés sur base notamment du critère suivant : ces chercheurs n'ont pas la volonté de penser un modèle global, idéal qui va résoudre tous les problèmes mais bien la volonté d'étudier, d'observer la réalité et de décrire ce qui nous tient encore ensemble et quels sont les chemins que nous pourrions suivre pour participer à l'évolution de notre société.

« La nouvelle question sociale est ainsi une nouvelle question urbaine, une nouvelle question familiale, une nouvelle question scolaire et même, comme certains l'envisagent, une nouvelle *question raciale*. Chacune de ces questions est formulée par des chercheurs et des acteurs spécialisés dans un domaine précis. Chacun appelle le plus souvent un traitement spécifique... ces inégalités multiples conduisent au constat d'une cohésion sociale ébranlée et donc d'une remise en question du contrat social entre les individus et les générations... Prendre conscience de l'imbrication des problèmes sociaux contemporains et se donner les moyens de les penser de façon globale est déjà une étape, au sens où cette approche rend possible le dépassement des catégories et des cibles usuelles<sup>25</sup> de l'action public... Il s'agit en réalité de repenser l'ensemble des rapports sociaux, qu'ils relèvent de rapports de classes, de générations, de genre, de territoires et de nationalités.»<sup>26</sup>

La mutation des conditions individuelles a entraîné une désolidarisation de la société, chacun luttant pour survivre. Le recours facile au bouc émissaire, relayé par les médias, qui explique tout, renforce cette tendance (c'est l'arrivée de l'Euro qui a provoqué la hausse des prix, les chômeurs sont des paresseux qui ne veulent pas travailler,...). Si on ne prend pas conscience que les problèmes se situent à un niveau très profond de notre société et sont très complexes, cette tentation simplificatrice devient reine. Or, pour avoir une chance de connaître une évolution positive de notre société, il est

---

<sup>23</sup> par exemple : PAUGAM Serge, op. cit., p. 11, "Faillites des entreprises, contraintes et insatisfactions du travail, tels sont les obstacles majeurs qu'Emile Durkheim relevait déjà il y a plus d'un siècle à l'intégration professionnelle."

<sup>24</sup> Par exemple: BESNARD, 1993, p.208: "Emile Durkheim associe le normal non pas à ce qui est mais à ce qui devrait être ou bien à ce qui finira nécessairement par être." in PAUGAM Serge, op. Cit., p. 12

<sup>25</sup> et dépassées selon nous !

<sup>26</sup> LAGRANGE, 2006, in PAUGAM Serge, op. Cit., p. 24

indispensable que la solidarité et la cohésion soient renforcées. D'où, l'intérêt de mener des actions de sensibilisation des citoyens à la complexité, à la difficulté de prendre des décisions dans le monde actuel.

Cette sensibilisation constitue, selon nous, un des préalables au débat public, pour pouvoir confronter tous les points de vue et pouvoir profiter de leurs richesses dans la perspective de mieux vivre ensemble et de faire face à l'incertitude de notre temps.

### **3) Comment rendre le monde habitable ?**

En comprenant que la société actuelle est complexe et que son évolution positive ou négative est non seulement extrêmement difficile à prévoir mais qu'elle dépend également de chacun de nous, il est possible de se mobiliser pour construire un mieux vivre ensemble.

Par ailleurs, la complexité a pour conséquence la répartition des savoirs et connaissances sur tous les individus. Un seul individu ou un petit groupe ne peut prétendre, de manière plausible, appréhender le monde actuel dans sa globalité. Il apparaît donc logique de mener la réflexion en commun.

#### **Recherche d'un modèle, support à la pensée pour une réflexion commune**

Un des préalables à cette réflexion serait d'avoir un « modèle » suffisamment parlant pour comprendre comment les individus d'une société vivent ensemble, mais évitant les pièges d'une idéologie qui nous impose ses vues. Il s'agirait de trouver un support à la pensée, à la réflexion qui pourrait être utilisé pour confronter les savoirs et connaissances sociales, scientifiques, économiques, politiques et citoyennes.

Dans la perspective de comprendre les mécanismes à l'œuvre dans les processus collectifs, le travail de Peter Sloterdijk s'avère intéressant en ce qu'il défend une position d'observateur de la réalité, ouvrant des pistes, plutôt qu'une définition de ce qu'il « faut » faire pour rendre le monde habitable. Le projet de ce philosophe allemand consiste à explorer les univers affectifs et cognitifs, objectifs et subjectifs, en mobilisant la connaissance, l'art et l'interpersonnel. Il va puiser à la fois dans les sciences sociales, la biophysique et l'art les ressources nécessaires à son explicitation du monde. Il fait partie des intellectuels de plus en plus nombreux à prôner le décloisonnement des savoirs d'une part et qui reconnaissent, d'autre part, une compétence aux citoyens « ordinaires » dans les grands défis de la globalisation, tout comme Isabelle Stengers et Ulrich Beck. Ils ouvrent des perspectives d'évolution positive de notre société tout en tenant compte de sa complexité plutôt que se présenter en censeurs contemporains ou en « simplificateurs ».

Pour Sloterdijk, l'espace est la grille majeure de lecture de notre monde<sup>27</sup> en opposition à la lecture par le temps, la « flèche du progrès », idéal de la première modernité qui nous promettait un avenir radieux.

Son hypothèse est la construction du rapport au monde de chaque individu par extensions successives de « sphères » humanisées. Cette dynamique provoque des réagencements permanents, à la fois vers le plus petit, les « bulles » individuelles, vers le

---

<sup>27</sup> SLOTERDIJK Peter, *Bulle. Sphère I*, 2003, *Globes. Sphère II*, 2010 et *Ecumes. Sphère III*, 2006, éd. Pluriel

plus grand, les « serres » collectives (communauté ethnique ou nationale) et vers l'extérieur, à la rencontre des mondes non encore acclimatés<sup>28</sup>. Deux mécanismes sont à la base de cette construction:

- la climatisation qui rend la serre « habitable » pour le groupe d'individus qui y vit. Les facteurs de climatisation sont de types moraux (culturels), sociaux et physiques (biologie humaine, environnement). Chaque groupe s'approprié de manière spécifique ces facteurs.
- L'immunisation qui est l'ensemble des processus de protections vis-à-vis des menaces extérieures.

Dès la vie intra-utérine, l'embryon occupe, avec la mère, une « bulle », espace dual isolé du monde qui a, à la fois, son propre fonctionnement d'immunisation, c'est-à-dire de protection vis-à-vis de l'extérieur, et ses mécanismes de climatisation, c'est-à-dire de mise en place des conditions internes nécessaires au développement de l'embryon et à son émergence au monde, lors de l'accouchement.

Entre en jeu, alors, la « bulle familiale », protectrice, par ailleurs symbolisée de manière traditionnelle en sciences humaines par la « cabane » primordiale. Cette bulle familiale créant un espace climatisé et immunisé des conditions extérieures, va permettre à l'enfant de grandir en sécurité et, progressivement, par extension des bulles d'appartenance, de prendre sa place dans la société.

Cette société est vue par Sloterdijk comme une écume (ensemble de bulles individuelles) organisée en serres, climatisées et immunisées, de différents niveaux (travail, communauté,...) regroupée au sein d'une serre globale, la société elle-même. La serre globale est également climatisée et immunisée, c'est-à-dire qu'elle constitue un espace où un ensemble de processus sont en place pour garantir son fonctionnement interne. Ces processus relèvent tout autant des 3 dimensions de la vie réelle, les champs social, économique et culturel, que des conditions naturelles (biologie, environnement,...) qui sont vus comme des systèmes atmosphériques.

« La métaphore de l'écume présente l'avantage de mettre en image le voisinage d'unités fragiles dans un espace comprimé. Elle renvoie aussi à la fermeture nécessaire de toute cellule d'écume sur elle-même, bien que celle-ci ne puisse exister qu'en tant qu'utilisatrices d'installations de séparation communes (parois, portes, couloirs, rues, clôtures, installations frontalières, zones de transit, médias). »<sup>29</sup>

Pour Sloterdijk, depuis la mise en réseau caractéristique de la globalisation, on peut présenter notre monde actuel comme un corps (la planète) entouré d'écorces virtuelles. L'information forme des courants dans des océans de données faisant de toutes les villes des villes portuaires. Il considère qu'une véritable révolution anthropologique s'annonce. La globalisation nous oblige à compter en permanence avec l'Autre éloigné, perçu souvent comme étranger ou ennemi. La mise en réseau implique également, selon

---

<sup>28</sup> In LEVY Jacques, 2007, *Un philosophe dans la fabrique du Monde*, revue EspaceTemps.net, <http://espacetemps.net/document2193.html>

<sup>29</sup> SLOTERDIJK Peter, 2006, *Ecumes. Sphère III*, 4<sup>e</sup> de couverture, part.

Sloterdijk, qu'il n'y a plus de « construction » verticale, totalisante, possible mais uniquement des constructions à l'horizontale à travers des assemblages intersubjectifs et interculturels<sup>30</sup>.

Tout individu, venant de l'extérieur et pénétrant une serre, constitue une perturbation de l'espace climatisé. Il peut y avoir alors acclimatation de ce nouvel individu ou rejet en dehors de la serre pour des questions d'immunisation.

A l'ère de la postmodernité, la serre globale est étendue à la planète entière, il n'est plus possible d'éjecter les « problèmes » à l'extérieur, ce qui rejoint la conception de société globale du risque d'Ulrich Beck.

Pour Sloterdijk, l'espace de notre monde représente un ensemble discontinu de singularités. La glocalisation<sup>31</sup> ou retour au local est à appréhender dans ce sens pour comprendre les défis qui attendent chaque « territoire » à la fois singulier par sa culture mais également parcouru par un ensemble de flux venant de l'extérieur et par des installations d'autres singularités culturelles.

« Aujourd'hui se pose le problème d'une solidarité avec les étrangers et la provocation que représente une solidarité entre dissemblables : une raison de plus pour repenser les fondements de la capacité de cohésion et d'intervention mutuelle des hommes dans un espace commun de valeurs et de sensations. »<sup>32</sup>

L'utilisation de la grille de lecture spatiale de Sloterdijk semble constituer un support métaphorique intéressant pour l'explicitation des phénomènes actuels auxquels notre société est confrontée.

Les contradictions de la notion de l'Etat-nation, évoquées dans le chapitre « repères historiques et Etat actuel », peuvent se comprendre sous cet angle. La mondialisation représente la désarticulation des relations entre territoire et culture et donc la constitution de communautés qui n'ont pas de localisation géographique précise. Le principe de l'Etat-nation est étayé par des symboles partagés et situé dans un contexte que l'on voudrait monoculturel et monolingue (dans la plupart des cas). Au sens de Sloterdijk, cet hermétisme territorial constitue un phénomène de climatisation, accompagné de ses mécanismes immunitaires, hérité de notre historicité et qui entre directement en contradiction avec la globalisation. Il s'ensuit un ébranlement du sentiment de « protection » de la population, qui s'identifie encore à son Etat-nation, et le développement de réactions de peur et de rejet de la globalisation qui font les choux gras des mouvements politiques populistes.<sup>33</sup>

Autres exemples :

- le terrorisme peut être conçu comme la tentative de destruction de serres intermédiaires ou de la serre globale;
- l'immigration comme pénétration dans la serre globale où il s'agit alors de

---

<sup>30</sup> ANTONIOLI Manola, 2007, *Note de lecture. Globalisation et philosophie : notes sur Le Palais de cristal (Peter Sloterdijk)*

<sup>31</sup> Voir chapitre 2: Repères historiques de la mondialisation et état actuel

<sup>32</sup> SLOTERDIJK Peter, 2004, *Ni le soleil ni la mort.*, éd. Pluriel

<sup>33</sup> ANTONIOLI Manola, 2007, Ibid.

mettre en œuvre des mécanismes d'acclimatation. Le danger à éviter est de céder à la simplification et de vouloir intégrer, assimiler à l'Etat-nation en niant ces nouvelles singularités culturelles et la richesse qu'elles pourraient nous apporter dans les défis de société auxquels nous sommes confrontés par la globalisation;

- le communautarisme comme la tentative de s'isoler dans une serre climatisée et immunisée du reste du monde.

Au niveau individuel, l'appartenance à de multiples serres de niveau intermédiaire sous la serre globale permet d'appréhender les questions d'identité plurielle en contraste avec l'appartenance communautaire qui constituerait la seule serre d'occupation d'un individu.

### **La gestion des risques, de l'incertitude et le principe de précaution**

Une des questions importantes qui se pose pour rendre le monde habitable est la gestion des risques. Toute décision en la matière devrait être réfléchie en profondeur mais encore faut-il arriver à « dépatouiller » la complexité de chacun de ces risques, ne pas céder au sentiment de peur qui crée sa propre réalité (cas des vaccins pour la grippe), prendre les « bonnes décisions ».

Dans la perspective d'ouvrir un regard le plus large possible sur la question, les travaux d'un groupe de chercheurs liégeois sont très intéressants.

Créé en 1995, le laboratoire SPIRAL<sup>34</sup> (Scientific and Public Involvement in Risk Allocations Laboratory), au sein de l'Université de Liège, est un groupe interdisciplinaire (sciences politique, sociale, administrative, juridique, de la communication, environnementales appliquées, analyse du discours, criminologie, anthropologie, déontologie, philosophie politique) centré sur la gestion des risques et l'analyse et l'évaluation des politiques publiques. Leurs recherches sont sous-tendues par une réflexion globale sur la gouvernance, particulièrement dans des contextes d'incertitude scientifique et d'innovation technologique. SPIRAL développe des outils d'investigation et des méthodologies qualitatives et participatives, mises en œuvre dans une perspective d'évaluation et d'aide à la prise de décision ; et ce, tant au niveau local, régional, européen qu'international.

Le groupe est organisé en 4 pôles dont 2 sont en relation directe avec le sujet de la présente étude :

- Le pôle « risque et gouvernance » travaillant sur la perception sociale des risques et sur la gestion et la résolution de conflits (*siting conflicts* : antennes GSM, sites d'enfouissement de déchets, éoliennes).
- Le pôle « outils et méthodologies » travaillant sur le développement d'outils de consultation citoyenne.

Dans le cas des risques globaux, les processus de décisions traditionnels menant à la « bonne décision », du type « un problème, une solution », rationnellement légale et scientifique, ne fonctionne plus en raison de l'incertitude multidimensionnelle liée à ce type de risque. La combinaison des conséquences environnementales, économiques,

---

<sup>34</sup> Voir <http://www.spiral.ulg.ac.be/fr/presentation/>

sociales, politiques ou éthiques des innovations technologiques conduit à des situations décisionnelles où s'entremêlent divergences entre priorités et préférences.<sup>35</sup>

Le **principe de précaution** est un mode de gestion stratégique de l'incertitude qui s'inscrit dans ce contexte. D'un point de vue juridique, il est apparu, dans les années 80. Mais c'est en 1992, qu'il a été utilisé dans le champ politique international, lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, à Rio de Janeiro. Il consistait à dire que l'absence de certitudes scientifiques, ici et maintenant, ne devait pas retarder l'adoption de mesures visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles pour l'environnement. Le principe de précaution a ensuite été étendu au droit de la consommation et de la santé. Et, actuellement, son domaine d'application s'est élargi à d'autres domaines comme celui des libertés publiques. Son utilisation récurrente, à des fins et contextes hétérogènes, le hisse au rang de principe incantatoire, comme un système de référence à part entière.<sup>36</sup>

Historiquement, le principe de précaution est un principe né avec la modernité occidentale et est à relier au concept de responsabilité. François Ewald, politologue français, spécialiste français du principe de précaution, définit 3 dispositifs de responsabilité qui se sont succédé et concurrencés jusqu'à nos jours<sup>37</sup> :

- Le **dispositif de sûreté** basé sur la responsabilité individuelle. Il est caractéristique de la période du « capitalisme sauvage » de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Si « je » ne comprends pas les lois de la nature et celles instaurées dans la société dans laquelle « je » me trouve, c'est « ma » faute et « je » dois en assumer les conséquences. Les injustices sociales induites par ce dispositif, notamment dans les accidents du travail, rendront inévitables les grands changements sociaux du début du XX<sup>e</sup> siècle
- Le **dispositif de solidarité**, correspond à l'avènement de l'Etat providence. Il a induit une multiplication des droits sociaux et la reconnaissance d'une sorte de droit général à l'indemnisation face à tout aléa de la vie (système assurantiel). Il est basé sur l'utopie que la Science bénéficierait d'une totale maîtrise pouvant nous assurer le risque zéro. La prévention est alors LE mécanisme à mettre en place pour gérer les risques, ceux-ci étant prévisibles et quantifiables.
- Le **dispositif de sûreté** débute, pour Ewald, dans les années 70-80 avec l'explicitation des problèmes environnementaux. La société redécouvre le concept d'incertitude, la vulnérabilité. Le statut de la Science est progressivement

---

<sup>35</sup> DELVENNE Pierre, JORIS Geoffrey, THOREAU François, 2008, *Appréhender l'incertitude : le Technology Assessment au service du processus décisionnel*, Scientific and Public Involvement in Risk Allocations Laboratory (SPIRAL), Université de Liège, demande de consultation sur <http://hdl.handle.net/2268/73665>

<sup>36</sup> BRUNET Sébastien, DELVENNE Pierre, JORIS Geoffrey, 2011, *Le principe de précaution : un outil stratégique de transformation (sub)politique*, Scientific and Public Involvement in Risk Allocations Laboratory (SPIRAL), Université de Liège, non publié, communiqué très aimablement par Pierre Delvenne dans le cadre de cette étude, op. cit.

<sup>37</sup> EWALD François, 1996, *Philosophie de la précaution*, in BRUNET Sébastien, DELVENNE Pierre, JORIS Geoffrey, 2011, Ibid., op.cit.

remis en cause. C'est l'avènement de la société globale du risque, pour Beck, où les risques sont devenus globaux et où les dommages peuvent être irréversibles. Le système assurantiel ainsi que la détermination des responsabilités mis en place dans le dispositif de solidarité ne sont plus toujours adéquats.

Notons ici, la relativisation, par Brunet, Delvenne et Joris, de l'effet égalisateur des classes sociales face aux risques globaux avancés par Beck. Une nouvelle fracture sociale apparaît : les classes sociales les plus favorisées produisent plus de risques et ont aussi plus de moyens pour s'en prémunir. La société globale du risque participe au processus de destruction de la société des classes mais crée de nouvelles inégalités.<sup>38</sup>

Selon nous, la postmodernité pourrait se caractériser, aux niveaux des classes sociales, par l'image d'une échelle qui aurait immensément grandi vers le haut et vers le bas, sans échelons supplémentaires représentant la fracture sociale de plus en plus forte entre les pauvres et les nantis. Ceux-ci ayant les moyens financiers suffisants pour s'envoler loin du centre d'une catastrophe comme celle de Fukushima par exemple.

Face à l'incertitude induite par l'explicitation des risques globaux, le politique est appelé à construire un référentiel global de sécurité. Vu la nature même de ces risques qui peuvent être irréversibles, ce référentiel doit être, logiquement, tout autant plausible scientifiquement qu'acceptable socialement. Cela suppose que les processus décisionnels soient ouverts à tous les acteurs concernés (politiques, scientifiques, économiques ET civils).<sup>39</sup>

Invoké le principe de précaution est le moyen par lequel on peut amener le monde scientifique et industriel à justifier de manière plus approfondie les innovations technologiques proposées (par exemple pour les OGM, les ondes GSM,...). Il implique également qu'une innovation soit étudiée en tenant compte de la complexité multidimensionnelle des conséquences qu'elle peut avoir, et ce en mobilisant tous les savoirs.

Pour Isabelle Stengers<sup>40</sup>, en toute logique, le principe de précaution devrait être synonyme de la notion de gestion en « bon père de famille ». Il s'agirait de prendre des décisions, en matière de gestion des risques globaux, qui protègent ou plutôt immunisent, au sens de Sloterdijk, la société et donc la population. Or, dans le contexte capitaliste où nous vivons, les acteurs économiques et industriels tirent à boulets rouges sur le principe de précaution, accusé de provoquer l'immobilisme, pour forcer les décisions politiques au nom de la croissance et du progrès à tout prix. Il a fallu des catastrophes sanitaires et environnementales, pour que les pouvoirs publics soient finalement contraints, en Europe, à reconnaître le bien-fondé d'un principe de précaution qui se borne à affirmer qu'il n'est pas nécessaire, pour prendre en compte un risque grave et/ou irréversible pour la santé et l'environnement, que ce risque soit « scientifiquement » prouvé. Cette définition est loin du développement de l'art de faire attention que Stengers développe comme outil face aux risques globaux. Cultiver cet art se rapporte à ce qui oblige à imaginer, consulter, à envisager des conséquences mettant

---

<sup>38</sup> BRUNET Sébastien, DELVENNE Pierre, JORIS Geoffrey, 2011, *Ibid.*, op.cit.

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> STENGERS Isabelle, 2009, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*. Collection Les Empêcheurs de tourner en rond, Ed. La Découverte, pp. 75-84

en jeu des connexions entre ce que nous avons l'habitude de considérer comme séparé et peut donc se rapporter à la prise en compte de la complexité (voir 3.2, ci-dessus). La définition même du principe de précaution laisse la porte grande ouverte à la prise de risques inconsidérés, d'autant plus qu'il est assorti de conditions restrictives :

- Les risques doivent porter sur l'environnement et la santé, les risques sociaux étant tout bonnement exclus !
- Les mesures prises doivent être « proportionnées ». Les proportions ne résultent pas d'une évaluation des bénéfices de l'innovation pour l'« intérêt général » mais bien du souci des « dommages » que vont entraîner les mesures prises sur les intérêts, la liberté d'entreprendre de l'acteur économique qui veut mettre sur le marché l'innovation technologique (Monsanto pour les OGM ou les producteurs de GSM par exemple)

Affirmer et affiner le rôle du citoyen ou des groupes de citoyens en se donnant le droit de se mêler de « ce qui ne les regarde pas » pourrait contraindre les décideurs à ne pas céder à la facilité de la simplification et aux intérêts économiques (comme les groupes anti-OGM l'ont en partie réussi). L'enjeu est ici d'anticiper de manière plus fine les conséquences des risques créés par l'Homme.

#### ***4) Avertissement au lecteur***

Les travaux abordés ici sont beaucoup plus approfondis que peut en donner l'impression ce chapitre. Il n'est pas possible d'analyser en détail ces œuvres conséquentes dans le cadre de cette étude. D'autant plus qu'il faudrait les croiser avec les travaux de nombreux autres chercheurs et philosophes. La globalisation et les questions d'incertitude sont des thèmes centraux de disciplines de sciences humaines comme la sociologie, la philosophie, l'anthropologie par exemple. Il existe d'autres approches globales intéressantes : « Mille plateaux » de Deleuze et Guattari, « L'ère des réseaux » de Manuel Castells,.... Le lecteur trouvera quelques références dans la bibliographie ci-jointe. Peter Sloterdijk a lui-même sa propre approche de la globalisation qui n'a été que très peu abordée ici (« Le Palais de cristal », à l'intérieur du capitalisme planétaire).

Nous avons voulu apporter quelques éléments choisis pour les raisons détaillées plus haut dans l'espoir de pouvoir apporter des pistes de réflexions pour entamer un débat citoyen, **sur le terrain**, sous le signe de l'ouverture et du décloisonnement des savoirs et des connaissances. Cette étude est donc vivement ouverte à la critique pour poursuivre la réflexion.

## 4. Individualisation réflexive : terreau d'une nouvelle citoyenneté ?

Le processus d'individualisation n'a pas lieu dans le vide social, il résulte d'une transformation radicale des conditions culturelles apparue dans la modernité tardive:

- La disparition des valeurs traditionnelles du travail et de la famille<sup>41</sup>
- La glocalisation culturelle<sup>42</sup>
- La scientification des comportements et des conditions structurelles (le marché de l'emploi)<sup>43</sup>

Ce processus entraîne la nécessité de définir de nouvelles catégories sociales plus adéquates pour expliquer le monde où nous vivons (changement de paradigme) : le sujet (l'individu) et les droits culturels<sup>44</sup>.

Pour Beck, l'individualisation dans la seconde modernité, constituée par la libération des individus (des classes moyennes) des contraintes culturelles et structurelles, entraînent, pour ceux-ci, l'obligation de penser leur existence de manière réflexive (par eux-mêmes).<sup>45</sup>

S'il y a bien individualisation, les êtres humains n'existent pas sans interactions sociales ou regroupement à différents niveaux de la société (le noyau familial, le travail,...) Pour Sloterdijk, nous ne sommes jamais à l'extérieur, nous sommes toujours dans des espaces climatisés de différents niveaux (bulle individuelle, serre climatisée du noyau familial, du travail, de la société) qui s'entremêlent et échangent via des couloirs, des parois,...

Dans le cas de l'individualisation réflexive, deux types de serres climatisées peuvent être distingués :

- Les groupes d'utilisateurs, groupes d'individus qu'une problématique rassemble (les malades atteints du sida, l'aménagement d'une antenne GSM par exemple). Une approche interpellante de Stengers est celle des victimes qui ne peuvent devenir productrices de devenir « intéressant » uniquement lorsqu'elles dépassent leur statut de victime et peuvent amener une prise en charge des problèmes et des risques par ce qu'elles ont vécu et dépassé. Par exemple, les collectifs de malades du sida produisent des savoirs qui « obligent » les médecins à prendre en compte les lourds effets secondaires de la trithérapie.
- Les groupes de citoyens qui opèrent une réflexivité au niveau du fonctionnement de la société elle-même.

---

<sup>41</sup> Voir 2.3 La société postindustrielle – d'un point de vue individuel, p.7

<sup>42</sup> Voir 2.3 La société postindustrielle – la globalisation, p.6

<sup>43</sup> VANDENBERGHE Frédéric, 2001, *Introduction à la sociologie (cosmo)politique du risque d'Ulrich Beck*

<sup>44</sup> TOURAINE Alain, 2005, *Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, p. 9-15

<sup>45</sup> Voir 3.1 La société globale du risque, individualisation réflexive et rôle « subpolitique » du citoyen, pp. 10-11

Après avoir abordé les techniques suggérées par Stengers pour l'efficacité du rôle subpolitique, nous tenterons de dégager les comportements réflexifs concernant la citoyenneté par analyse des deux actions les plus marquantes de l'année 2011 en Belgique (le mouvement des Indignés et l'organisation du G1000) sous l'angle des éléments développés jusqu'à présent.

### **1) Techniques pour un rôle subpolitique du citoyen**

Au-delà d'un travail de sensibilisation à l'explicitation de notre monde actuel, il est intéressant d'explorer les techniques qui pourraient permettre au citoyen d'exercer un rôle subpolitique.

Pour Isabelle Stengers<sup>46</sup>, la pratique de l'expérimentation collective ne consiste pas à « récupérer » des pratiques telles quelles mais bien d'inventer des pratiques adaptées à chaque contexte à partir de ce que nous savons déjà, de notre historicité culturelle.

Ses conseils de résistance tiennent en huit principes d'ordre tactique :

- Fuir toute opposition frontale
- Refuser de se mettre à la place de nos responsables car les solutions satisfaisantes viendront d'une reconfiguration des places, non d'une substitution des personnes, chacun ayant son rôle à jouer.
- Dénoncer tout vocabulaire relevant de la gouvernance. Pour elle, la gouvernance est d'abord la gestion d'une population qui ne doit pas se mêler de ce qui la regarde.
- Développer un « art de faire attention », qui passe par un art du *pharmakon*<sup>47</sup> : il y a ambivalence en matière de risques de toutes ressources dont on peut se servir.
- Apprendre à identifier les méfaits propres à la bêtise qu'elle décrit comme quelque chose qui s'empare de nous et tout particulièrement de ceux qui se sentent en position de responsabilité. Elle ne relève pas d'une nature mais d'un nouage momentané d'une certaine position avec une certaine parole, détruisant la capacité de penser ou laissant certains interlocuteurs enragés confirmant qu'on ne peut dialoguer avec eux.
- Concevoir la capacité de penser comme résultant d'un dispositif collectif producteur d'égalité, à la façon d'un jury de citoyens à un procès d'assises, circonstances créant l'égalité des membres du groupe.
- Cultiver une attention critique tout en se défiant du danger des attaques critiques à relier à l'art du *pharmakon*.
- Cultiver un nouvel art du récit diffusant les histoires techniques de réussite d'expérimentations collectives sans y mêler d'éléments moraux.

---

<sup>46</sup> CITTON Yves, *La pharmacie d'Isabelle Stengers : politiques de l'expérimentation collective*, in La Revue Internationale des Livres et des Idées, 6/5/2010, <http://www.revuedeslivres.net/articles.php?idArt=323>

<sup>47</sup> *Pharmakon* en grec : peut être aussi bien, selon le dosage et l'usage, remède et poison.

Pour Stengers, l'expérimentation collective doit être contextuelle, adaptée à ce qu'il y a de commun entre les membres du groupe. Elle utilise le terme « commun » au sens de communauté de pratiques territorialisée et non au sens d'un commun universel partagé à l'échelle de la planète ; ce dernier niveau étant à rapprocher d'un besoin de structures globales qu'il est nécessaire de penser à long terme et qu'elle tient hors de son propos.

Elle explore les processus culturels alternatifs « hérétiques » (au sens de non cartésien) qui utilisent des techniques de cohésion de groupe permettant l'efficacité de l'action :

- Les « Sorcières néo-païennes américaines » altermondialistes qui ne pratiquent pas une militance d'ordre sacrificiel mais qui, lors des grands sommets mondiaux, en profitent pour « créer un espace où faire exister le monde qu'elles appellent de leurs vœux ». Pour garantir la communication entre les membres du groupe, une des sorcières est chargée d'interpréter l'attitude et les propos de chacune en cours d'analyse d'une situation complexe. Leur technique d'empowerment consiste notamment à « tracer le cercle » c'est-à-dire créer un espace où elles peuvent « convoquer » les forces dont elles ont besoin pour leur engagement politique. Cette pratique fait curieusement penser à certaines techniques d'empowerment utilisée par les comédiens par exemple.

- Les palabres à l'africaine sont caractérisées par le fait qu'à aucun moment l'intervention de l'un ne doit disqualifier un autre participant. Chaque membre du groupe se reconnaît et est reconnu comme légitime et insuffisant à pouvoir apporter la décision seul. Il n'y a pas véritablement recherche d'un accord mais bien convergence par les divergences grâce au respect de chacun. Stengers rapproche les techniques de palabre d'un parlement cosmopolitique où l'altérité est reconnue.

## 2) *G1000*<sup>48</sup>

Le 11 novembre dernier s'est déroulé le G1000 (par opposition aux G8 et G20) organisé dans un entrepôt du site Tours et Taxis sous le slogan : que feriez-vous si vous aviez quelque chose à dire ? Une assemblée de 704 citoyens répartis en tables de 10, avec un facilitateur par table, ont mis leurs savoirs en commun pour débattre de 3 sujets (la sécurité sociale, la répartition du bien-être en temps de crise et la politique d'immigration) après avoir été « éclairés » par des spécialistes en ces matières.

Ce mouvement a été créé en début d'année à l'initiative d'un écrivain flamand, David Van Reybrouck et d'un journaliste, chroniqueur sur les antennes de la RTBF, Paul Hermant. Le principe est de rassembler des citoyens afin d'émettre des recommandations au monde politique belge à propos de problèmes sociaux touchant la population. L'objectif poursuivi consiste à faire évoluer les pratiques politiques vers un réinvestissement dans le lien entre le citoyen et la décision. En termes démocratiques, de développer la démocratie participative, notre système étant actuellement de type représentatif.

---

<sup>48</sup> Les informations contenues dans ce chapitre ont été collectées sur le site internet et la page Facebook du G1000 ainsi que dans des articles de presse dont le lecteur trouvera les références électroniques dans la bibliographie

Le processus s'est déroulé en plusieurs étapes. Après avoir rassemblé autour d'eux une vingtaine d'intellectuels et de personnalités des deux communautés du pays, ils ont élaboré une charte publiée sur internet.<sup>49</sup> En juin, un événement Facebook a été créé afin de permettre aux internautes intéressés de participer à l'élaboration des questions à débattre (5.000 contributions). En septembre, de l'ensemble des propositions reçues, une sélection des 25 questions les plus populaires a été publiée sur le site du G1000. Les trois questions débattues le 11 novembre ont été choisies, fin octobre, suite à la mise au vote sur Facebook.

Entre-temps, les premiers signataires de la charte ont élaboré la journée de débat. La sélection des 1.000 citoyens invités à participer a été faite sur base d'un premier échantillonnage aléatoire de 50.000 personnes en respectant des critères d'âge, de sexe et d'origine géographique. Contactées par téléphone par des bénévoles, 1.500 personnes ont répondu positivement, 1.000 personnes ont été sélectionnées. Exception a été faite à cette procédure pour inviter des personnes « réputées » non contactables comme les personnes sans abris. 704 personnes sont venues débattre pendant une dizaine d'heures tout à fait bénévolement. En parallèle, dans la même journée, un G-Off à Lasne, Gesves et Courtrai et un G-Home via Facebook avaient lieu pour permettre aux personnes qui le désiraient de participer également.

En fin de journée, après une mise en commun des discussions, un vote électronique a été effectué pour sélectionner les recommandations par sujet.<sup>50</sup> La suite des événements sera la sélection de 32 citoyens sur base volontaire pour former, fin décembre, le G32 qui est chargé de continuer le travail entamé le 11 novembre. Trois week-ends de rencontre sont prévus de janvier à mars. La publication officielle des recommandations élaborées aura lieu en avril 2012.

---

<sup>49</sup> Consultable sur le site <http://www.g1000.org>

<sup>50</sup> voir facebook, l'évènement "Sommet citoyen G1000", accessible via le site <http://www.g1000.org>

Tableau 1 : Résultats du vote au G1000 du 11 novembre 2011<sup>51</sup>

<b>Chômage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rendre le travail plus attrayant en augmentant les salaires de base (voté à 38%)</li> <li>- Limiter les allocations au chômage dans le temps (36%)</li> <li>- Offrir un accompagnement sur mesure aux demandeurs d'emploi (35%)</li> <li>- Plus et mieux de contrôle sur le travail en noir (16%)</li> <li>- Revenus de base garantis pour tout le monde (15%)</li> <li>- Accueil des enfants plus accessible financièrement (9%)</li> </ul>
<b>Pensions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Harmoniser les statuts (indépendants, fonctionnaires, employés, ouvriers), rendre le système plus transparent et plus égalitaire (voté à 23%)</li> <li>- Aménager les fins de carrière en assouplissant le système: pensions à la carte, possibilité de travailler après la pension, fin de carrière graduelle (18%)</li> <li>- Créer un socle minimal (éventuellement en plafonnant les hautes pensions) et permettre à chacun de le compléter individuellement (18%)</li> <li>- Tenir compte de situations particulières: métiers pénibles, femmes au foyer... (16%)</li> <li>- Revoir/supprimer le système de prépension (15%)</li> <li>- Financer le système en diversifiant les sources: revenus du capital, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> piliers (10%)</li> </ul>
<b>Allocations familiales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un même montant pour le 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> enfant (voté à 45%)</li> <li>- Allocations plus grandes pour les revenus les plus bas (31%)</li> <li>- Remplacer les allocations familiales par un chèque-enfant pour couvrir des frais spécifiques (cf. chèques-repas, chèques-service...) (24%)</li> </ul>
<b>Soins de santé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Garantir l'égalité et l'égalité de l'accès au système (voté à 35%)</li> <li>- Réduire l'excès de consommation en remettant le généraliste au centre (31%)</li> <li>- Taxes plus hautes sur les industries pharmaceutiques (27%)</li> <li>- Conditionnements plus petits, accompagnés d'une campagne de sensibilisation pour réduire la consommation de médicaments (21%)</li> <li>- Abolition du système de rémunération par prestations (17%)</li> <li>- Simplification administrative préparée par un conseil de citoyens selon un processus participatif (14%)</li> </ul>
<b>Répartition des richesses</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réforme de l'impôt des sociétés: réduire mais en fermant toutes les échappatoires (voté à 43%)</li> <li>- Réduire les coûts du travail tant par une réduction de la pression fiscale que parafiscale (cotisation à la sécurité sociale) et ceci, certainement pour des catégories spécifiques: jeunes, personnes âgées et bas salaires (27%)</li> <li>- Taxe Tobin: taxes sur les transactions financières (31%)</li> <li>- Plus de taxation 'verte': taxes sur les activités qui polluent l'environnement (15%)</li> <li>- Scinder les banques d'affaires et les banques d'épargne (19%)</li> <li>- Une véritable gouvernance financière européenne comme contre-pouvoir aux groupes financiers internationaux (16%)</li> </ul>
<b>Immigration</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le migrant doit prouver sa volonté /capacité à s'intégrer (+ contrôle et sanctions) (voté à 31%)</li> <li>- Des procédures rapides sur base de critères objectifs (26%)</li> <li>- Nécessité absolue d'une gouvernance européenne harmonisée (25%)</li> <li>- La société doit améliorer les possibilités d'intégration (formation et accompagnement) (21%)</li> <li>- La coopération au développement constitue la meilleure politique de migration (20%)</li> <li>- Mener des politiques plus strictes (limiter, sanctionner) (18%)</li> <li>- Jeter des ponts entre les cultures (lutter contre les préjugés) (14%)</li> <li>- Renvoyer les criminels (13%)</li> <li>- Recruter des migrants selon les besoins du marché du travail (8%)</li> </ul>

<sup>51</sup> Les rapports du G1000 et du G-Home sont consultables sur le mur de l'évènement Facebook "Sommet citoyen G1000"

Comme le montre le tableau 1, ci-dessus, les recommandations votées le 11 novembre sur le site de Tours et Taxis concernent le chômage, les pensions, les allocations familiales, les soins de santé, la répartition des richesses et l'immigration. La politique d'énergie durable, annoncée comme sujet de discussion par le site RTBF-Info, est passé à la trappe, semble-t-il.

On ne peut que se réjouir de voir la proportion de personnes présentes alors qu'il est communément « admis » que le Belge n'est pas intéressé par la politique. Il s'agit d'une expérience intéressante au point de vue démocratie et participation des citoyens. Ne fût-ce que pour conscientiser les participants à la complexité des décisions politiques à prendre dans le monde actuel mais au risque d'accepter de se mettre à la place de nos décideurs et de laisser tomber les bras d'impuissance comme le déconseille Stengers (p.23).

La publicité de l'événement a été particulièrement soignée par les organisateurs. Le G1000 a eu des retentissements dans la presse nationale, plus au nord du pays qu'au sud semble-t-il, et également internationale (notamment Al-Jazeera) où elle a été saluée comme une expérience exceptionnelle.

Il est à regretter que les traces du processus soient systématiquement retirées du site internet du G1000 au profit de l'étape future. Seul, le mur de l'événement Facebook garde l'historique des interventions des internautes. Or, Facebook est un espace de socialisation configuré de manière linéaire ce qui ne facilite pas l'accès à l'information de type historique. Il serait profitable, pour la diffusion des expériences citoyennes auprès de personnes étrangères à l'événement, mais désireuses d'enrichir, *a posteriori*, leur rôle subpolitique, que les organisateurs prévoient de laisser des traces accessibles.

Les résultats « visibles » de la journée (voir tableau 1) font penser curieusement à certains contenus du projet de Déclaration de Politique Générale du 1<sup>er</sup> décembre (Note Di Rupo)<sup>52</sup>, par exemple, limiter le chômage dans le temps, revoir le système de prépension. Le G1000 est-il arrivé trop tôt ou trop tard par rapport au nouveau gouvernement belge ;-).

Il s'agit aussi de recommandations réparties et surtout « pensées » sur base d'un cloisonnement des matières abordées. Il n'a pas lieu d'en tirer des conclusions à ce jour, puisque le travail n'est pas terminé et que ces points seront repris par le G32. Mais, en regard des ambitions déclarées des organisateurs de renouveler la démocratie et de faire des suggestions de solutions à la crise que nous traversons et malgré le très séduisant manifeste du G1000, des craintes quant au résultat final peuvent naître si les propositions sélectionnées ne sont pas mises en perspective de manière globale pour tenir compte de la complexité des processus dans notre société.

Les événements les plus intéressants du point de vue qui nous préoccupe, l'individualisation réflexive, se sont probablement déroulés autour des tables de discussions. L'expérience vécue de personnes d'horizons très différents, qui ne se seraient jamais rencontrées dans la vie courante, peut amener à des prises de conscience enrichissantes. Comme le cite un journaliste, un des participants s'est rendu

---

<sup>52</sup> consultable dans son entièreté sur le site RTBF-info

compte qu'il véhiculait le stéréotype du chômeur paresseux. Toutes ses expériences seront sans doute diffusées par les participants eux-mêmes mais on a peut-être là une mine de récits techniques de réussite d'expérimentations collectives qui aurait pu bénéficier de l'attention de beaucoup d'autres personnes mais il n'y a pas, à notre connaissance, de processus de transmission prévu.

### 3) *Les Indignés*

En juin 2011, le mouvement des Indignés atteignait Bruxelles. Des campements étaient installés sur le carré de Moscou à Saint-Gilles et la place Sainte-Croix à Ixelles, notamment. Des assemblées populaires quotidiennes se sont déroulées dans les campements et autres endroits. Tout le long du mois de juin, des rassemblements et marches de protestation ont été organisés et furent le théâtre d'affrontements avec les forces de l'ordre.

« Occuper un espace (refuser de s'en faire déloger), rester campé sur ses positions...c'est revendiquer une histoire commune (celle des mouvements d'émancipation qui ont animé le XX<sup>e</sup> siècle), c'est revendiquer un lieu commun (une place publique) comme un acquis important à défendre... c'est un mouvement de construction collective d'un *co-immunisme* qui reste un idéal éminemment progressiste... Le « non » est donc simultanément une force de *résistance* (apparemment *négative*) et une force d'*affirmation* : occuper un espace commun pour s'opposer aux forces qui menacent de le liquider, c'est simultanément affirmer la nécessité de cultiver ce dont cet espace commun est porteur. Il est absurde d'opposer résistance et affirmation : ce sont les deux faces d'un même mouvement. C'est le propre du néolibéralisme dominant que de dissocier les deux, en voulant nous faire croire qu'il peut y avoir de l'affirmation (de nouveauté, innovation, réforme, progrès) purement positive, inventive, créative – face à laquelle les opposants apparaissent comme des retardés, inertes et ronchons, conservateurs et nostalgiques, prisonniers du passé et d'habitudes inamovibles. »<sup>53</sup>

Si le mouvement des Indignés bruxellois n'a pas eu l'ampleur « énergétique » du mouvement espagnol par exemple, il constitue un bel exemple de réappropriation de l'espace public pour commencer à faire vivre l'utopie d'un monde où des individus différents pourraient se mettre ensemble, « s'acclimater » dans une serre commune sous le signe du respect des individualités et agir selon ce qui les lie, la soif d'une ré(invention) de notre vivre-ensemble.

A l'heure actuelle, tous les campements ont été levés, détruits ou évacués par la police et il semble qu'il n'y ait pas de volontés dans le mouvement pour en remonter.<sup>54</sup>

Pour Badi Balthazar, les « ressources matérielles, sanitaires, juridiques et les efforts humains qu'un campement nécessite ont eu raison de la motivation et de la capacité

---

<sup>53</sup> CITTON YVES, QUERRIEN Anne, SECRETAN Victor, *Bienvenue aux indignés, mutins et lutteurs !*, Revue Multitudes, 2011/3 n° 46, p. 11-23. DOI : 10.3917/mult.046.0011, extrait pp. 18-19.

<sup>54</sup> Bruxelles Laïque – Revue Echos n° 74 – Oser l'utopie - 2011 : *Les Indignés bruxellois sont-ils à la hauteur de leurs ambitions ?* par Badi BALTAZAR, journaliste indépendant, blogueur, « Le Buvard Bavard » sous <http://www.lebuvardbavard.com>

d'autogestion des Indignés bruxellois. » Peut-être ont-ils également manqué de techniques d'empowerment pour « tenir ensemble », ne pas se décourager face aux violences policières dont ils ont été victimes.

Il n'en reste pas moins en chacun d'eux, leur expérience, les productions d'écrits collectifs présents sur la toile ne demandent qu'à en témoigner. Les assemblées citoyennes se poursuivent. Le mouvement continue à vivre par les moyens de communication puissants qu'offre internet mais très certainement aussi par des liens bien réels qui se sont noués sur les campements.

Et peut-être qu'après une phase de recul, pouvant être mise à profit pour une réflexion sur les expériences accumulées, une réflexivité, qui permettra à une nouvelle vague riche d'innovations citoyennes de déferler dans l'espace public.

Cette réflexivité existe bel et bien même si on peut affirmer qu'elle n'est pas encore majoritaire dans les traces laissées sur internet.

L'intéressant travail d'écriture de Badi Baltazar en est un exemple : indigné, journaliste indépendant et blogueur, il témoigne d'une volonté de vivre au cœur du mouvement mais aussi de prendre le recul nécessaire à l'observation, l'analyse de ce qui s'y passe. « Je me suis déplacé à Bruxelles, Paris et Barcelone avec comme objectif d'aller à leur rencontre, mais surtout d'observer, d'analyser et de m'imprégner de ce pour quoi ces citoyens se mobilisent...La seule possibilité de permettre à ce mouvement de grandir et de s'épanouir réside dans sa capacité à appliquer ce qu'il défend... et surtout, à se mettre au travail... s'atteler à en faire un moyen de passer un message est primordial. »<sup>55</sup>

Il propose, à cette fin, de créer des pôles de discussion, agoras citoyennes ouvertes à tous avec chacune sa spécialité (la justice, place Poelaert, l'éducation et la culture à Flagey,...)

Comme il le dit lui-même, un autre défi est alors à relever, c'est la coordination de ces assemblées car on ne peut concevoir de réelles solutions sans la prise en compte de la complexité et des aspects multidimensionnels des problèmes actuels. L'exploration de nouvelles techniques de débat à s'approprier pourrait peut-être apporter de nouvelles perspectives.

Nous pensons, par exemple, à l'atelier-scénario, aux jurys de citoyens ou encore aux conférences de consensus proposé par le groupe SPIRAL.<sup>56</sup> Il y a bien évidemment des chercheurs et des intellectuels dans le mouvement des Indignés mais peut-être que réfléchir à procéder à des propositions d'échanges de connaissances horizontaux à plus grande échelle apporterait des pistes de réflexivité intéressantes.

Par ailleurs, il est très curieux qu'il n'y ait pas eu, à notre connaissance, parmi les Indignés bruxellois, d'artistes engagés proposant des interventions publiques. L'utilisation de la « force » artistique pour faire sentir, rendre sensible et amener à l'explicitation, mériterait également d'être explorée afin de pouvoir mettre en place des actions publiques innovatrices dans le mouvement.

---

<sup>55</sup> Ibid. op. cit.

<sup>56</sup> Scientific and Public Involvement in Risk Allocations Laboratory (SPIRAL), Université de Liège, voir <http://www.spiral.ulg.ac.be/fr/recherche/developpements-methodologiques/>

## 5. Pistes de réflexion et conclusions

Indéniablement, nous assistons à des mouvements multiples de construction d'un avenir ; ils sont porteurs d'espoir d'un mieux vivre ensemble. Pour favoriser l'émergence du nouveau rôle subpolitique du citoyen qui s'annonce, il est indispensable d'apprendre des expériences qui se déroulent aujourd'hui et de chercher de nouvelles pistes. Nous avons tenté d'en esquisser quelques-unes.

### 1) *Rôle des artistes*

#### **Dans l'explicitation**

« Voir, c'est voir à travers la culture. L'attention naît par le récit. La culture, c'est nous qui voyons, qui écoutons par l'intermédiaire de symboles à travers lesquels ce qui est invisible ou oublié apparaît et vit d'une façon imagée. Cela ne va pas de soi, mais c'est ainsi que les choses se passent ; et cela correspond à du travail, à de l'art, le plus souvent à un travail rédactionnel qui doit surmonter bien des résistances. Cet aspect sensible de la culture est pour cette raison aussi important que le courage et le savoir objectif. La réflexivité politique a besoin d'images pour se mettre en œuvre et se développer. »<sup>57</sup>

#### **Questionner les pratiques artistiques et leur historicité**

L'art de la performance, par exemple, est né à la sortie de la première guerre mondiale avec le mouvement dada en réaction à l'absurdité de cette guerre. Il a traversé le XX<sup>e</sup> siècle et connu, renouvelé, une autre heure de gloire, dans les années 60-70 lors de la révolution des « fleurs ». Dans l'art contemporain, il est devenu peut-être un peu trop élitiste mais rien n'empêche de se le réapproprier dans le cadre d'un travail citoyen. Les événements créés dans l'espace public, il y a quelques années, au début de l'envolée de Facebook, sont, à notre avis, des embryons d'un nouvel art de la performance. Le principe est de donner rendez-vous à qui veut, via Facebook, dans un lieu donné et, à une heure précise, les personnes présentes réalisent une action donnée (par exemple, rester immobile pendant une minute). Le résultat est assez interpellant pour les personnes qui ne sont pas au courant !

#### **Explorer des communautés de pratiques artistiques qui ont pratiqué l'expérimentation collective avec succès**

En 2004, en France, les intermittents du spectacle, considérés comme surnuméraires par l'Etat, se sont mobilisés et ont obtenu des résultats. Au-delà de la dénonciation d'une réforme incohérente, ils se sont emparés de l'expertise et ont produit des savoirs que leur intelligence collective a transformés en mode d'interventions capable de rendre visible et de faire sentir que d'autres choix sont possibles. Pour Stengers, « grâce aux intermittents, on sait désormais que le gouvernement travaille un peu à l'aveugle, ne dispose pas des chiffres lui permettant de prétendre qu'il sait ce qu'il fait lorsqu'il réforme. Le sens du *il faut bien* se transforme, renvoie non à une nécessité que tous devraient reconnaître, mais plutôt à une opération globale de réagencement des

---

57

BECK Ulrich, *La politique dans la société du risque*

relations entre État et capitalisme... Ils ont mis au jour un secret de polichinelle chez *ceux qui savent*, mais pas un argument à *mettre en politique*, parce que justement cette situation d'opacité était tolérée de tous, voire favorisée. » *Les gens du spectacle* se sont emparés de la contre-expertise avec leurs moyens propres et ont mené des actions que l'on pourrait résumer sous le mot d'ordre « ils vont voir ce dont ceux qui savent jouer sont capables ! » Ils ont relevé le défi de la production d'intelligence collective, ce en quoi elle peut faire coïncider lutte et joie. Ce que les activistes américains appellent *empowerment*.<sup>58</sup>

## 2) *Pratiques collectives horizontales*

Pour reprendre la piste évoquée pour les Indignés de chercher les moyens de partager les savoirs, le séminaire « Repenser la solidarité, l'apport des sciences sociales »<sup>59</sup> qui a eu lieu en France à l'Ecole normale supérieure courant 2005-2006 est intéressant. Ce séminaire, qui a donné lieu à un travail de deux ans, réunissait une cinquantaine de chercheurs, étudiants en sciences sociales ET responsables d'associations engagées dans des actions de solidarité sociale. L'originalité de ce travail collectif est qu'il a été conçu comme une ouverture du monde de la recherche en sciences sociales à la société civile en rendant accessibles des travaux universitaires. C'est également un travail de réflexion sur les réformes nécessaires à une plus grande efficacité des politiques de réduction des inégalités et garantir le lien social entre tous, en confrontation avec les difficultés rencontrées par les acteurs de terrain.

La recherche de ce type de pistes est questionnante pour l'évolution du rôle que pourraient jouer les associations socioculturelles dans le processus d'innovation des pratiques collectives.

Personne ne peut dire à l'heure actuelle à quoi le monde ressemblera dans les prochaines années ; il reste beaucoup de travail pour « domestiquer » les incertitudes. Notre avenir dépendra de la manière dont on pourra résoudre les grands défis qui se posent à nous dans la « société du risque ». Continuons à retrousser nos manches !

---

<sup>58</sup> STENGERS Isabelle, 2006, *Le défi de la production d'intelligence collective*

<sup>59</sup> PAUGAM Serge, 2011, *Repenser la solidarité, l'apport des sciences sociales*, Quadrige/PUF, 980 p.

## Bibliographie

ANTONIOLI Manola, 2007, *Note de lecture. Globalisation et philosophie : notes sur Le Palais de cristal (Peter Sloterdijk)* in revue Horizons philosophiques, 2007, vol. 17, n°2

BALTAZAR Badi, 2011, *Les Indignés bruxellois sont-ils à la hauteur de leurs ambitions ?* in Bruxelles Laïque – Revue Echos n° 74 – Oser l’utopie - 2011 par, journaliste indépendant, blogueur, « Le Buvard Bavard » sous <http://www.lebuvardbavard.com>

BATTAGLIA Valérie, 2005, *Ecumes, Sphères III, note de lecture*, Revue Cosmopolitiques, n°9, 2005,

BAUMAN Zygmunt, 2003, *La vie en miettes – Expérience postmoderne et moralité*, Ed. Pluriel

BECK Ulrich, 1987, *La société du risque*, Champs Essais, Ed. Flammarion

BECK Ulrich, 2001, *La politique dans la société du risque*, La Découverte | Revue du MAUSS, 2001/1 - no 17, <http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2001-1-page-376.htm>

BECK Ulrich, 2003, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure de la mondialisation*, Champs Essais, Ed. Flammarion

BECK Ulrich, 2007, « *Il y a toujours eu des intellectuels pour annoncer la fin du monde* », Philosophie Magazine, n°12, <http://www.philomag.com/article,entretien,ulrich-beck-il-y-a-toujours-eu-des-intellectuels-pour-annoncer-la-fin-du-monde,464.php>

BRUNET Sébastien, DELVENNE Pierre, JORIS Geoffrey, 2011, *Le principe de précaution : un outil stratégique de transformation (sub)politique*, Scientific and Public Involvement in Risk Allocations Laboratory (SPIRAL), Université de Liège, non publié, communiqué très aimablement par Pierre Delvenne dans le cadre de cette étude

BRUXELLES LAIQUE – Revue Echos n° 73 – Démocratie cherche dignité – 2011 – 56 p.

CHOLLET Mona, 2005, *Dans l'air frais de la nuit*, <http://www.peripheries.net/article6.html>, note de lecture de PIGNARRE Philippe et STENGERS Isabelle, *La sorcellerie capitaliste – Pratiques de désenvoûtement*

CITTON Yves, *La pharmacie d'Isabelle Stengers : politiques de l'expérimentation collective*, in La Revue Internationale des Livres et des Idées, 6/5/2010, <http://www.revuedeslivres.net/articles.php?idArt=323> à propos du livre : STENGERS Isabelle, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*. CITTON YVES, QUERRIEN Anne, SECRETAN Victor, *Bienvenue aux indignés, mutins et lutteurs !*, Revue Multitudes, 2011/3 n° 46, p. 11-23. DOI : 10.3917/mult.046.0011

DELVENNE Pierre, JORIS Geoffrey, THOREAU François, 2008, *Appréhender l'incertitude : le Technology Assessment au service du processus décisionnel*, Scientific and Public Involvement in Risk Allocations Laboratory (SPIRAL), Université de Liège, demande de consultation sur <http://hdl.handle.net/2268/73665>

EWALD François, 1996, *Philosophie de la précaution* in revue L'année philosophique, 1996, vol. 46, n°2, pp. 383-412

LEVY Jacques, 2007, *Un philosophe dans la fabrique du Monde*, revue EspaceTemps.net, <http://espacetemps.net/document2193.html>

PAUGAM Serge, 2011, *Repenser la solidarité, l'apport des sciences sociales*, Quadrige/PUF, 980 p.

PIGNARRE Philippe et STENGERS Isabelle, 2007, *La sorcellerie capitaliste – Pratiques de désenvoûtement*, Ed. La Découverte

SLOTTERDIJK Peter, 2004, *Ni le soleil ni la mort.*, éd. Pluriel  
SLOTTERDIJK Peter, 2003, *Bulle. Sphère I*, éd. Pluriel  
SLOTTERDIJK Peter, 2010, *Globes. Sphère II*, éd. Pluriel  
SLOTTERDIJK Peter, 2006, *Ecumes. Sphère III*, éd. Pluriel  
SLOTTERDIJK Peter, 2010, *Le Palais de cristal, A l'intérieur du capitalisme planétaire*, Ed. Pluriel

STENGERS Isabelle, 2006, *Le défi de la production d'intelligence collective*  
STENGERS Isabelle, 2009, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient.* Collection Les Empêcheurs de tourner en rond, Ed. La Découverte

TOURAINÉ Alain, 2005, *Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Biblio Essais, Ed. Le Livre de Poche

VANDENBERGHE Frédéric, 2001, *Introduction à la sociologie (cosmo)politique du risque d'Ulrich Beck*, La Découverte | Revue du MAUSS, 2001/1 - no 17, <http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2001-1-page-25.htm>

### *Ressources électroniques*

Indignés

Site officiel : <http://www.indignez-vous.be/>  
Facebook : [indignez-vous.be](https://www.facebook.com/indignez-vous.be)

BALTAZAR Badi, journaliste indépendant, blogueur, « Le Buvard Bavard » sous <http://www.lebuvardbavard.com>

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/701200/stephane-hessel-il-ne-faut-pas-s-arreter-a-l-indignation.html>

G1000

Site officiel : <http://www.g1000.org>  
facebook, l'évènement "Sommet citoyen G1000", accessible via le site <http://www.g1000.org>

<http://www.courrierinternational.com/article/2011/11/10/ces-belges-qui-veulent-reinventer-la-democratie>

<http://www.enquete-debat.fr/archives/une-experience-exceptionnelle-une-semaine-apres-quest-devenu-le-g1000>

[http://www.rtf.be/info/societe/detail\\_g1000-une-journee-de-debats-citoyens-pour-reinventer-la-democratie?id=7061133](http://www.rtf.be/info/societe/detail_g1000-une-journee-de-debats-citoyens-pour-reinventer-la-democratie?id=7061133)

[http://www.rtf.be/info/societe/detail\\_g1000-les-observateurs-internationaux-seduits-par-le-principe?id=7065163](http://www.rtf.be/info/societe/detail_g1000-les-observateurs-internationaux-seduits-par-le-principe?id=7065163)